

agricole est dans le marasme. Les effets de la surtaxe ne feront que compliquer les problèmes. Je le répète, l'industrie agricole sera plus touchée que toute autre.

• (2.10 p.m.)

Manifestement, le bill ne fait aucune mention de l'agriculture. Elle mérite certainement notre attention et qu'on lui accorde tout autant d'importance que n'importe quelle autre industrie. Il est temps, je crois, que le gouvernement s'attache à faire de l'agriculture un atout national et à lui accorder une priorité nationale. Il n'y parviendra pas en suivant les recommandations de la commission de planification de l'agriculture qui prétend que la seule façon de résoudre les problèmes agricoles est d'éliminer deux tiers des cultivateurs. En ajoutant les répercussions de la surtaxe aux conséquences de notre piètre commercialisation et de nos maigres bénéfices, il devient évident que le plan de «génocide professionnel» est en voie de devenir rapidement une réalité. Pour preuve de cette affirmation, on n'a qu'à consulter le rapport du Bureau fédéral de la statistique sur le revenu agricole net pour 1970. Si on s'arrête à l'agriculture des Prairies, on constate qu'en 1966 le revenu net réalisé de l'exploitation agricole dans les Prairies, c'est-à-dire en Alberta, en Saskatchewan et au Manitoba, se chiffrait par 1.12 milliard. Ce chiffre a diminué progressivement au point qu'en 1970 le chiffre correspondant était de quelque 500 millions de dollars, soit, monsieur l'Orateur, une diminution de plus de 50 p. 100. Certes, quand on songe à la gravité du problème, qu'on y ajoute les effets de la surtaxe, il faut en conclure que la situation s'aggravera, que les bouleversements et les difficultés se multiplieront dans l'industrie agricole.

Avant qu'on adopte le bill, il me semble que le ministre de l'Agriculture se doit de donner des réponses précises à la Chambre et aux cultivateurs canadiens. Dans sa déclaration à la Chambre l'autre soir, il s'en est plus ou moins tenu à des généralités. Avant que le bill n'atteigne le stade final, le ministre devrait donner des précisions à la Chambre. Ainsi, il devrait lui dire quels seront les programmes spéciaux auxquels il fait allusion à la page 7588 du hansard:

Nous comptons inaugurer des programmes de dédommagement, en tout ou en partie, des pertes accusées par suite de l'éclatement de leurs marchés.

Il est de son devoir de dire à la Chambre et aux Canadiens quels seront ces programmes spéciaux. Il doit également dire à la Chambre et aux producteurs du secteur primaire, comment ils peuvent demander et obtenir de l'aide et y être admissibles aux termes des dispositions de la loi. Il lui incombe aussi de faire savoir aux députés si les règlements découlant du projet de loi mentionneront particulièrement l'agriculture. Il doit nous faire connaître aussi quelle sera la nature des consultations entre les fonctionnaires de son ministère et les divers producteurs canadiens. Il devrait également nous signaler quand la commission consultative relevant de l'Office de stabilisation des prix agricoles sera convoquée et quand elle s'entretiendra avec le ministre pour discuter la répercussion de la surtaxe. Je crois qu'il devrait répondre plus concisément à la question que le lui posais le 17 septembre au sujet de l'assistance qui sera accordée par suite de la situation des grains de provende, notamment celle de l'orge. Il a alors déclaré:

... je ne veux pas laisser entendre qu'il y aura paiement complet soit par l'intermédiaire de l'Office de stabilisation des prix agricoles soit en vertu de la loi sur le soutien de l'emploi, mais des possibilités existent et je promets ce soir que nous allons les considérer pour toute denrée...

A mon avis, on devrait nous dire quelles sont ces possibilités et quand on va les exploiter. Si le ministre ne s'acquitte pas de ses responsabilités, nous ne pouvons que supposer que ses collègues du cabinet l'ont mystifié et réduit à l'impuissance, que l'agriculture est un secteur qui n'est pas reconnu comme prioritaire, et que le ministre n'est qu'une marionnette du régime Trudeau.

M. John Burton (Regina-Est): Monsieur l'Orateur, l'étude des problèmes que le bill C-262 cherche à régler met en relief deux éléments de la situation actuelle au Canada. D'abord, l'échec complet de la politique économique du gouvernement et la situation désastreuse dans laquelle cet échec ont placé le pays. A mon avis, la politique économique du gouvernement représente aujourd'hui un parfait gâchis. Le gouvernement a été pris au dépourvu parce que, depuis quelque temps, il appliquait une politique fort restrictive en matière économique. C'était, en grande partie, en prévision d'une expansion de l'économie américaine au cours du dernier semestre de l'année. Bien sûr, cette expansion devait fatalement se produire, compte tenu de nombreux indices dans ce sens se manifestant dans ce pays. On a aussi assumé que de nombreux avantages consécutifs se feraient sentir au Canada, dont il fallait tenir compte dans notre propre planification économique, dans la mesure où le gouvernement actuel se préoccuperait de planification économique. Monsieur l'Orateur, il n'en a pas été ainsi; ce n'est pas ce qui s'est produit.

L'annonce que le président Nixon a faite le 15 août visait à aider les États-Unis et non le Canada. Je pense qu'en fait et en dernière analyse, elle a eu l'effet contraire. Malgré les rajustements que le président Nixon voulait voir s'effectuer dans la conjoncture économique internationale, dont certains se sont réalisés, les États-Unis ont en fin de compte pensé d'abord à leurs propres intérêts et à leurs propres problèmes sans se soucier de ceux du Canada. Il fallait s'y attendre. Le Canada n'a pas cessé et il ne cesse pas d'analyser après coup la situation.

La nervosité des fonctionnaires et du gouvernement canadien est évidente, parce qu'ils croyaient avoir appris leur leçon de la dernière phase du cycle économique du Canada. Quand il y a eu reprise, ils ont méjugé celle de l'économie américaine. L'effet en a été considérable sur les événements au Canada. Maintenant, les fonctionnaires canadiens seront obligés de dire: «Eh bien, nous nous sommes encore trompés». Les Canadiens devront subir les conséquences de cette erreur, monsieur l'Orateur.

A mon avis, la politique économique du gouvernement, de même que sa politique fiscale et monétaire, a donné lieu à une succession de fiascos. Le gouvernement n'a pas su freiner l'inflation, comme il avait promis de le faire et comme il dit l'avoir fait. Il n'a pas su enrayer le chômage. Il n'a pas pu diriger les relations économiques du Canada avec les États-Unis, ou y apporter une espèce d'équilibre rationnel. A mon avis, le gouvernement actuel nous a offert le spectacle d'un surcroît d'incurie, d'incompétence et de maladresse.

La deuxième observation importante que suscite notre situation actuelle consiste à signaler que tout cela fait ressortir notre dépendance par rapport à l'économie américaine et les répercussions au Canada de l'emprise importante actuelle de la propriété étrangère chez nous. Le député de Duvernay (M. Kierans), dans son discours d'hier à la Chambre, a déclaré à bon escient que nous jouons maintenant, au Canada, le rôle que nous ont attribué les États-Unis, en leur qualité de pays dominant l'économie globale. Les investissements américains au Canada